

## Le Protocole bafoue les droits fondamentaux

Le 29 mars 2013, l'OE et Fedasil ont signé un protocole d'accord visant à limiter l'accès à l'aide matérielle (1). Celle-ci couvre toujours l'hébergement, la nourriture, la couverture médicale et l'accompagnement portant sur le retour volontaire. Il n'est cependant plus tenu compte de l'intérêt spécifique de l'enfant, puisque la scolarisation du mineur n'est pas garantie, en particulier pour les enfants qui n'ont jamais suivi d'enseignement en français. En outre, il n'y a plus d'accompagnement portant sur l'examen des procédures légales susceptibles d'aboutir à la reconnaissance d'un droit de séjour, ni d'information relative à la possibilité d'une régularisation du séjour.

L'aide matérielle n'est pas seulement limitée dans son contenu, mais également dans le temps : elle s'arrête de plein droit trente jours après que l'ordre de quitter le territoire a été signifié par l'Office des Etrangers, suite à la première décision de refus de reconnaissance du droit de séjour du Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides (CGRA). Les conditions d'octroi de cette aide sont également indirectement modifiées. Pour

## Les familles en situation illégale sont victimes d'un chantage au retour pour bénéficier d'une aide matérielle.

pouvoir bénéficier de l'aide matérielle, le demandeur doit s'engager par écrit à accepter la proposition d'hébergement de Fedasil que lui remet le CPAS. Ce faisant, il marque indirectement son accord de principe à collaborer au trajet de retour, et renonce ainsi implicitement à faire valoir son droit aux éventuels recours pour obtenir le droit de séjour. Comme le relève le rapport 2013 du médiateur fédéral, l'enfant mineur dont les parents refusent la proposition d'hébergement se voit ainsi privé du droit à l'aide matérielle.

Ces familles sont donc bien victimes d'un chantage au retour pour bénéficier de l'aide matérielle, laquelle est pourtant garantie par les textes européens (2). Il faut dénoncer avec force cette nouvelle forme de non-reconnaissance de ces familles comme sujets de droit et de fermeture idéologique des frontières de la Belgique. □

1. La Directive du Conseil 2003/9/CE du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres articles 5, 10, 16, 17 et 18.

2. La Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irréguliers, articles 13 et 17.

Ainsi que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDHLF), combinée à l'article 6, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne qui dispose que l'UE respecte les droits fondamentaux tels qu'énoncés par ladite convention.

# L'UKRAINE, CETTE POUDRIÈRE

Jean-Marie Chauvier, journaliste, essayiste engagé à gauche et collaborateur au mensuel *Le Monde diplomatique* est un spécialiste de l'ex-URSS. Il livre à *Ensemble !* sa lecture de la crise ukrainienne.

Interview réalisée par Guéric Bosmans et Isabelle Philippon (CSCE)

**E**NSEMBLE : Quels sont les principaux enjeux de la crise ukrainienne ?

JEAN-MARIE CHAUVIER : J'en vois trois principaux. S'il s'avérait impossible d'aboutir à une solution négociée, le risque premier est évidemment un démantèlement de l'Ukraine. En l'absence de compromis, et si l'offensive nationaliste radicale se poursuit avec, en face, la riposte des russophones et de la Russie, on assistera inévitablement à la dislocation du pays. Le risque suivant, c'est évidemment l'éclatement d'une véritable guerre civile, voire internationale. Personne n'a l'intention de déclencher la Troisième Guerre mondiale, mais une série d'actions et de réactions peut mener à une catastrophe. A tout le moins, on assistera à une relance de la guerre froide entre les blocs atlantiste et russe. Enfin, il y a le risque que les Ukrainiens s'appauvrissent davantage, voient leurs libertés bridées, et que leur pays devienne la proie des intérêts étrangers. Les changements socio-économiques que pourraient entraîner la création d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne et les dictats du FMI ne pourront s'accomplir qu'au détriment des protections sociales encore en vigueur, et avec un régime autoritaire. De la même manière, la « protection » russe condamnerait les Ukrainiens à devenir les parents pauvres et les clients dépendants d'une « Union eurasiennne » dominée par la Russie. Dans les deux cas, les Ukrainiens s'appauvriraient et perdraient en indépendance.

Avec, on imagine, des implications sur les droits de l'homme ?

C'est certain ! La « révolution » de Maïdan a déjà coûté des vies humaines. Le bain de sang a débouché sur la formation d'un gouvernement de coalition entre les nationaux-libéraux pro-européens du parti Patrie, le parti d'extrême droite Svoboda (Liberté) et les milices fascistes du Pravy Sektor (Secteur Droit). Quelle a été la première initiative du nouveau gouvernement ? Supprimer le statut officiel régional des langues non-ukrainiennes, notamment le russe parlé dans

Les insurgés pro-européens à l'assaut de la place Maïdan, en décembre 2013.



## La première initiative du nouveau gouvernement a été de supprimer le statut officiel des langues non-ukrainiennes : une ineptie !

⇒ tout le Sud-Est. Cette ukrainisation forcée – c'est un peu comme si, en Belgique, on imposait une seule langue au deux grandes Communautés –, contraire à la diversité séculaire de ce pays, a provoqué un tel tollé que le gouvernement a fait marche arrière, mais cette provocation n'augure en tout cas rien de bon pour l'avenir. De même que la radicalisation à l'extrême droite des nationalistes ukrainiens, qui s'allient avec des milices néo-nazies, aguerries sur plusieurs fronts (Tchéchénie, Géorgie, Trandnistrie), et qui forment aujourd'hui la nouvelle garde nationale qui se substitue à l'armée régulière ukrainienne.

### Où en était la situation en matière de droits de l'homme avant la « révolution » de Maïdan?

La fin du système soviétique, en 1989, a permis l'explosion des libertés individuelles et marchandes. Mais cela s'est accompagné d'une régression des droits sociaux, tels que l'accès à l'enseignement et à la santé publique. Globalement, les droits sociaux sont en régression depuis vingt ans en Ukraine, exception faite des libertés syndicales. Sous l'ère soviétique, la marge de manoeuvre syndicale était très réduite. Les syndicats étaient intégrés à l'appareil d'Etat, et leurs missions étaient circonscrites à l'émulation socialiste du travail, les services sociaux (accueil de la petite enfance, vacances, etc.) et la défense des intérêts des travailleurs, dans les limites imposées par le parti. Aujourd'hui, les

syndicats ont gagné en indépendance.

### Et quid des libertés politiques ?

Ioulia Tymochenko, la « princesse du gaz », fer de lance du parti d'opposition Batkivchtchina (Patrie), très libéral et pro-européen, a été libérée le 22 février dernier, à la suite des événements insurrectionnels. Son parti avait rallié 25 % des suffrages des Ukrainiens aux élections législatives d'octobre 2012. Udar (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme), autre parti d'opposition très pro-européen et chrétien-démocrate emmené par l'ancien boxeur Vitali Klitschko, avait lui rallié 13 % des votes. A l'époque, le parti nationaliste d'ex-

trême droite Svoboda, lui aussi dans l'opposition récoltait 10 % des voix à l'échelle du pays, mais 35, voire 50 % en Galicie, à l'Ouest du pays. Deux de ces trois partis qui formaient l'opposition avant les émeutes de Maïdan font aujourd'hui partie du gouvernement. L'ex-président Yanoukovitch, lui, s'est réfugié en Russie. Son parti, le Parti des régions (centre-droit), s'est littéralement effondré. Le discrédit du président et

□ □ □

## LE PARI SANGLANT DU ROI DU CHOCOLAT

Jean-Marie Chauvier (journaliste)

Petro Porochenko, le nouveau président élu « triomphalement » (par 54% des votants) le 25 mai dernier, est un oligarque puissant, rassurant, riche, réputé bon patron de ses confiseries. Que l'on ne s'y trompe pas cependant : l'élection du « roi du chocolat », le seul candidat « viable » aux présidentielles, ne change rien au type de régime en Ukraine : un oligarque de l'Ouest remplace un oligarque de l'Ouest. Elle ne permettra pas, non plus, d'enrayer la crise

économique et sociale qui s'aggrave de mois en mois.

Ce qui change, en revanche, c'est l'orientation géostratégique de l'Ukraine : le choix en faveur de l'Union européenne et de l'Otan est désormais clairement annoncé. Si l'Accord de libre-échange avec l'UE et les programmes du FMI sont appliqués, la politique des réformes sera, elle aussi, menée différemment que sous l'ancienne présidence. Cette victoire confirme la fracture Est-Ouest:

de ses oligarques, leurs méthodes mafieuses ont rejailli sur ce parti, très majoritaire à l'Est, et désormais éclaté. Le Parti communiste (13 % des voix, mais jusqu'à 20-25% dans des régions ouvrières de l'Est) est menacé d'interdiction, ce qui est déjà le cas dans les régions de l'Ouest où l'extrême droite est au pouvoir et fait régner la terreur. Cela dit, lorsque des représentants du parti Svoboda se montrent à l'Est, ils ne sont pas non plus bien accueillis, et c'est un euphémisme. Ils arrivent équipés en une véritable milice, à laquelle répondent les pro-Russes eux aussi militarisés. Notons qu'une notion inédite a fait son apparition à la faveur du conflit ukrainien : le « désilhouettage », ou l'art du camouflage. Les forces en présence s'évertuent à ne plus être reconnaissables, de manière à pouvoir alimenter les rumeurs en leur faveur.

#### Qu'en est-il des libertés de la presse ?

Ces dernières années, on a assisté à un recul très marqué de la liberté de la presse. L'ex-président Viktor Yanoukovitch exerçait de fortes pressions sur la presse et les journalistes, mais les opposants et les nationalistes disposaient toujours d'un vaste réseau de journaux en ligne et de sites internet. Inutile de dire que, depuis les événements, les rédactions des journaux et d'Internet sont sur pied de guerre, mobilisés par

les forces en présence, et se livrent à une véritable propagande de guerre.

#### L'Ukraine suscite bien des convoitises étrangères : avec quelles répercussions possibles sur la vie de ses ressortissants ?

Ce pays est « bon à prendre » : il constitue un corridor qui va du cœur de l'Europe au cœur de la Russie d'Europe, une situation tout à fait stratégique. Ensuite, ce pays possède les terres les plus fertiles du monde (les « terres noires »), ce qui représente un pactole pour l'industrie agroalimentaire. Il possède d'immenses forêts, une industrie nucléaire, des oléoducs et des gazoducs, une main d'œuvre bon marché. L'intérêt pour ce pays des Etats-Unis et de l'Union européenne, son sous-traitant, n'a donc rien d'étonnant. Quant à la Russie, qui se relève après des années de recul et d'humiliations, elle veut prendre sa revanche et prouver qu'elle est redevenue une vraie puissance économique, politique et militaire. Elle ne laissera donc pas les forces atlantistes s'en emparer. Ces coups de force succédant aux coups de force auront évidemment des répercussions négatives sur les Ukrainiens, qui sont déjà très pauvres depuis le démantèlement de l'Union soviétique.

Par ailleurs, l'adhésion à l'accord de libre-échange avec l'Union européenne serait assortie de contreparties ↗

**La Russie se relève après des années de recul et d'humiliations. Elle ne laisse pas les forces atlantistes s'emparer de l'Ukraine.**

l'abstention, de 40% dans l'ensemble, atteint les 50 à 90% dans les régions du Sud-Est. Ces régions n'ont d'ailleurs plus de représentation politique réelle : le Parti des Régions, réprimé,

s'est littéralement effondré, et le Parti Communiste est voie d'interdiction.

Le succès de Porochenko, massif à l'Ouest et, par endroits, également à l'Est,

s'explique aussi par ses promesses d'apaisement, de renouement du dialogue avec Moscou: il était le seul à disposer à la fois du soutien de l'Occident, des contestataires de Maïdan et des bonnes dispositions de Poutine, a priori. L'électorat anti-russe et plus nationaliste a porté ses voix sur des candidats plus radicaux (Timochenko, Liachko), et pas sur les chefs d'extrême-droite (Tiahnibok, Iarosh). Ces derniers n'étaient certes pas présidentiables, mais leur influence reste importante au sein du gouvernement et de la Garde Nationale, fer de lance de la guerre de répression

relancée contre les rebelles de l'Est.

Cette « guerre contre le terrorisme » se déroule dans un grand chaos. Sanglant. Le pari de Porochenko est d'écraser la rébellion « anti-terroriste » par un massacre, le plus rapidement possible, pour se présenter ensuite comme un « négociateur » assuré d'un bon rapport de forces. Le proche avenir de l'Ukraine est surtout fait d'incertitudes, d'aventurismes divers et d'interventions extérieures tout aussi imprévisibles. L'« information » est saturée de propagande et de désinformation en tous sens.

Jean-Marie Chauvior : « Porochenko a tenu un discours rassurant pendant la campagne pour la présidentielle. Ses agissements, depuis son élection, sont d'une rare brutalité. »



Petro Poroshenko, le « roi du chocolat », sacré nouveau président de l'Ukraine le 25 mai dernier.



## L'éclatement de l'Ukraine serait une catastrophe. Pour les Ukrainiens et pour la paix mondiale.

⇒ économiques. On parle d'une augmentation de 50% du prix du gaz, d'un recul de l'âge de la retraite, etc. Mais les esprits ont été préparés, et tout le monde s'attend à « devoir faire des sacrifices » alors que la situation sociale se dégrade. On voit réapparaître des stratégies d'auto subsistance tels les potagers urbains, comme dans les années qui ont suivi la chute de l'URSS.

### Quelles solutions possibles à cette crise ?

Une seule : les Ukrainiens arrivent à un compromis qui ne joue pas une Ukraine contre l'autre. La population ukrainienne, un peu comme la belge, est mélangée, métissée. Certes, il y a une fracture entre l'Est et l'Ouest, mais beaucoup de gens de l'Est ont épousé quelqu'un de l'Ouest, les familles transcendent cette frontière. D'ailleurs, au début des événements, alors que les pro-européens envahissaient la place de l'Indépendance, les gens de l'Est n'ont pas bougé. Ils ne sont pourtant pas pro-Européens, mais ils en avaient marre de la corruption, de la confiscation du pouvoir par les oligarques, de leur capitalisme de prédation. Ils espéraient, eux aussi, d'autres lendemains pour leur pays. Ils partageaient donc une partie des revendications et des espoirs des manifestants. En même temps, ils

□ □ □

## LES RACINES DU CHAOS

Comme il en va le plus souvent dans le cours des affaires humaines et de celles des Etats, la tragédie ukrainienne s'enracine plus profondément dans l'Histoire qu'il ne peut y paraître à première vue. « On peut, certes, expliquer la "révolution" ukrainienne par le lobbying exercé par l'Europe et les Etats-Unis pour obtenir l'adhésion de l'Ukraine à l'Accord d'association avec l'Union européenne, ce qui ne pouvait que susciter la radicalisation des deux opinions publiques dans ce pays, l'une favorable à l'Europe, l'autre pro-russe », explique Jean-Marie Chauvier.

Le président Yanoukovitch, après de longs atermoiements, a finalement décidé de ne pas signer l'accord de libre-échange avec l'Europe, ce qui a provoqué l'irruption de milliers de manifestants pro-européens en colère sur la place de l'Indépendance (Maïdan) à Kiev. Ces manifestants se sont radicalisés avec le temps, sous l'influence des commandos paramilitaires du parti d'extrême droite Svoboda et des milices néonazies du Pravy Sektor. « Mais cette explication "événementielle" de la situation ne suffit pas : la crise ukrainienne a des racines beaucoup plus anciennes et plus profondes. »

Le territoire ukrainien tel qu'on le connaît actuellement est une construction récente : il a été formé dans les années 1920 en tant que république soviétique et a été étendu par Staline et par Khrouchtchev qui lui a « donné » la Crimée. Ce pays est historiquement divisé entre l'Est et l'Ouest, et les lignes de fracture sont multiples : historique, linguistique, culturelle et politique. L'Est russo-phonie est également plus industrialisé, et reste très influencé par l'héritage soviétique et la culture russe.

L'Ouest ukrainophone, plus rural, voit s'affirmer un nationalisme ethnique anti-russe et pro-européen. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Ouest était plutôt favorable à l'Allemagne et aux insurgés nationalistes, tandis que l'Est combattait au sein de l'Armée rouge. « C'est tout cela qui refait surface aujourd'hui, après avoir été refoulé durant des décennies. L'équilibre ukrainien était très fragile. Pousser ce pays à épouser l'une ou l'autre "cause", comme l'ont fait les Européens, c'était prendre le risque de le précipiter dans le chaos. »

avaient très peur des nationalistes d'extrême droite, et la suite des événements leur a donné raison. Au départ, les russophones de l'Est sont attachés à l'Ukraine et n'étaient pas demandeurs d'un retour dans le giron russe. Leur position s'est radicalisée depuis, notamment en raison des violences exercées par les milices d'extrême droite et de la nouvelle garde nationale. Mais, quoi qu'il en soit, l'éclatement de l'Ukraine serait une catastrophe. Pour les Ukrainiens eux-mêmes et pour la paix mondiale. □